

Se dresser contre l'injustice en Palestine (première partie)

Partage international n° 251 - Juillet 2009

Interview de Dries van Agt par Erik Hutter

Dries van Agt, juriste de formation, a détenu deux postes ministériels aux Pays-Bas. Il a également été représentant de l'Union européenne auprès du Japon et des Etats-Unis. En 2005, lors d'une visite officielle au Moyen-Orient, il a pris la mesure de l'atrocité des conditions de vie endurées par les Palestiniens depuis des générations. Aujourd'hui, il se bat pour que leurs droits soient respectés - ce qui est exceptionnel dans la classe politique batave. Erik Hutter l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *On sait que vous êtes un défenseur passionné de la cause palestinienne. Je vous ai vu à la télévision immédiatement après l'attaque israélienne contre Gaza. J'ai consulté également votre site Web. D'où vient cet engagement ?*

Dries van Agt : On m'a souvent demandé pourquoi je m'engageais autant pour la Palestine et les Palestiniens, pourquoi je critique aussi violemment Israël. Pourquoi je ne parle jamais du Tibet, du Darfour, du Congo, etc., où la détresse et la misère seraient, d'après mes interlocuteurs, bien plus sévères.

Je réponds que par mes origines et mon éducation, je ressens un profond intérêt pour la Terre sainte. Je ne peux rester insensible devant les violations graves et répétées du droit international par l'Etat d'Israël. En cette période de mondialisation, il est plus que temps que nous nous dotions d'une constitution internationale. Mais on n'y arrivera pas si on ne respecte pas le droit international existant. Aussi inadéquat, insuffisant soit-il, il faut l'améliorer et le protéger. A quoi s'ajoute le fait qu'Israël est un pays qui se targue d'appartenir au cercle des nations civilisées.

PI. *Israël se considère comme une « oasis de civilisation » au Moyen-Orient.*

DvA. C'est pourquoi je désapprouve si fortement le comportement d'Israël. Ma passion vient aussi de ce que je suis européen. Cette situation affreuse

n'aurait sans doute pas vu le jour sans la Première Guerre mondiale, la Déclaration Balfour de 1917 et le Mandat britannique. Si le gouvernement britannique n'avait pas été impliqué dans cette région du monde (à propos, les Français ont participé joyeusement au partage des dépouilles de l'Empire ottoman), les choses auraient certainement pris une autre tournure. La Grande-Bretagne est un pays européen, et, en tant qu'Européen, je suis coresponsable de cette situation. Et cela vaut naturellement, et d'une manière bien plus forte, pour l'Allemagne et l'Holocauste. Sans ces deux éléments, nous n'aurions pas eu l'expansionnisme d'Israël, de Sion. Comme Européen, je me sens l'obligation d'essayer de faire quelque chose dans ce domaine.

PI. *Pourquoi cette différence de traitement, chez les responsables politiques, entre Israël et la Palestine ?*

DvA. L'une des raisons, probablement la principale, tient certainement au sentiment de culpabilité qui nous habite encore après l'Holocauste. C'est vrai pour les Pays-Bas, mais pas seulement. Dans la décennie passée, nous avons été surpris par le nombre de travaux d'historiens montrant que notre autosatisfaction, notre fierté d'avoir fait montre de courage en 1940-1945 étaient absolument injustifiées. Il semble que nous n'ayons pas réussi - excepté les braves naturellement - à protéger les Juifs qui vivaient parmi nous. On cite souvent le Danemark, ce petit pays où les Juifs ont moins souffert parce que les Danois se sont montrés plus courageux que nous. Ces critiques ont fait mouche et, depuis, nous avons pris conscience de cet état de fait et cherchons à surcompenser notre comportement d'alors. Il faut cependant distinguer entre Juifs et Etat d'Israël : sans quoi, on en arrive à soutenir ce pays, quels que soient ses actes.

PI. *Le processus de paix a-t-il encore des chances d'aboutir ?*

DvA. Ce processus est extrêmement difficile. Je ne suis pas le seul à, la mort dans l'âme, m'être résigné à cette conclusion horrible que sans une intervention, ou au moins une pression extérieure suffisamment importante, il n'y aura pas de sortie raisonnable de cette situation et, par conséquent, pas de paix juste, c'est-à-dire fondée sur le droit international. D'où cette nouvelle pression extérieure devrait-elle venir ? Nous sommes actuellement en pleine « obamania » - qui ne s'est pas encore éteinte - mais

je pense qu'il ne faudrait pas attendre trop d'Obama, aussi remarquable soit-il. Nous savons que, durant sa campagne électorale, en particulier lors de son discours devant l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), le lobby le plus puissant du pays, il a fait des déclarations qui n'étaient pas moins pro-israéliennes que celles de John McCain. [Cette interview a été réalisée en février 2009]

PI. *Pensez-vous qu'Obama pensait ce qu'il disait quand il s'est adressé à l'AIPAC ?*

DvA. Oui, même si c'était des propos de campagne électorale : il ne pouvait se passer de ces voix et des fonds qui vont avec.

Mais il n'empêche qu'il a fait ces déclarations et, qui plus est, au milieu d'officiels et d'associés de haut rang dont beaucoup conservent leurs liens avec l'AIPAC et des organisations semblables.

L'initiative doit venir d'Europe. Nous avons paru condamnés à l'impuissance, en partie, hélas, à cause des Pays-Bas. C'est un fait bien connu que si, dans les délibérations de l'UE, on demande si nous ne pourrions pas envoyer un avertissement à Israël, afin de manifester notre mécontentement, les plus susceptibles de s'y opposer, seront les Britanniques, les Allemands et les Néerlandais, ce qui empêchera de parvenir à l'unanimité requise (comme vous le savez, toutes les questions de politique étrangère doivent faire l'objet d'un consensus). Je fais toujours une exception pour les Allemands, dans la mesure où leurs réactions sont prévisibles, on le comprend aisément, pour tout ce qui touche à Israël. Mais en ce qui concerne les Britanniques et les Néerlandais, leur attitude est impardonnable.

PI. *Il est souvent question de savoir qui est responsable, qui a commencé...*

DvA. Un problème qui revient toujours quand il est question de la Palestine et d'Israël, c'est celui de la séquence des événements, je veux dire par là de l'enchaînement des causes et des effets. Ce fut le cas pour la guerre de Gaza : les Israéliens parlaient sans cesse de la nécessité de se défendre. « *Les Palestiniens, le Hamas, ces militants qui continuent à tirer sur nous Israël - il faut que ça finisse, on ne peut pas tolérer ça plus longtemps.* » De tels actes ne font que rendre la situation plus explosive, ils sont illégaux et une violation des droits de l'homme.

« *C'est pourquoi nous étions obligés de riposter.* »

Si l'on met de côté la question de la disproportion flagrante des représailles contre les tirs de roquettes, il y a un fait qu'on oublie dans presque toutes les publications que j'ai vues et entendues dans les médias : c'est que c'est le blocus de Gaza qui a déclenché l'usage de roquettes contre Israël. Ce blocus existe, en fait, depuis en gros 1993, mais il fut intensifié en 2006, tout de suite après la victoire

électorale du Hamas, étouffant presque toute vie à Gaza. C'est cela qui, en vérité, est à l'origine de ce drame, et non pas les roquettes.

PI. *Quel rôle l'Europe pourrait-elle jouer dans cet imbroglio ?*

DvA. Ce que l'Europe peut faire est évident. Notre pouvoir est économique, et il pèse lourd. C'est tout ce que nous avons, mais c'est suffisant. Près des deux-tiers des exportations israéliennes se font chez nous. Si nous en avons la volonté politique, nous pourrions faire beaucoup sur la base de l'Accord d'Association UE-Israël, article 22. Les décisions récentes de l'Europe ont atteint le comble de l'absurdité : en mai et juin 2008, lors des célébrations des 60 ans de la fondation d'Israël, les Israéliens ont pour la première fois demandé une intensification et une diversification de leurs relations avec l'UE, qui étaient déjà très proches. Leur demande a reçu un « oui de principe », les détails devant être élaborés par la suite. Pour moi, c'est le comble de l'insanité. L'UE n'aurait pas pu donner encouragement plus puissant à Israël à continuer à perpétrer ses injustices. Nous pouvons faire quelque chose, et nous ne le faisons pas. C'est pourquoi nous sommes complices de cette injustice monumentale.

PI. *On fait porter la responsabilité de cette situation aux tirs de roquettes du Hamas, comme vous l'avez dit. Le Hamas a été légalement élu pour assurer le gouvernement de la Palestine. Comment voyez-vous ce mouvement ?*

DvA. Comme vous l'avez dit, le Hamas est le gouvernement élu par les Palestiniens. Ses candidats ont été choisis lors d'élection (a) que nous, Occidentaux, voulions ; et (b) qui, selon tous les observateurs, se sont passées correctement. Je ne peux imaginer plus puissant avertissement contre la démocratisation que ce que nous, Occidentaux, avons fait et continuons à faire encore aujourd'hui, en réponse à ces élections.

Près de 46 membres du parlement du Hamas sont dans les geôles israéliennes. Ils ont été arrêtés peu de temps après les élections avec un certain nombre de ministres membres du Hamas. Mais le monde démocratique a gardé le silence.

PI. *Que se passerait-il si les choses étaient différentes, si le monde sortait de son silence ?*

DvA. Il exploserait d'indignation ! Il n'est pas exact de dire que c'est le Hamas qui passe son temps à saboter le processus de paix ; c'est le contraire qui est vrai. Un rapport publié sur mon site, compilé fastidieusement par un ami, montre que c'est, en fait, le Hamas qui a instauré des trêves en grand nombre - unilatéralement, bien sûr, dans la mesure où les

accords bilatéraux ne sont pas possibles du fait du refus israélien de parler avec le Hamas. Ces trêves ont été régulièrement brisées parce qu'Israël perpétrait des actes d'agression comme, par exemple, les assassinats ciblés durant ces trêves, les invasions répétées de Gaza, des tirs depuis la mer sur Gaza, la tragédie de Beit Hanoun, où une famille de neuf ou dix personnes ont été tuées froidement par l'armée d'occupation. Ce rapport montre sans discussion possible l'existence d'une sorte de schème dans les rapports entre Israël et les Palestiniens : le Hamas instaure des trêves et Israël les brise.

PI. *Les médias ont généralement fait courir l'information selon laquelle le Hamas aurait violé la trêve le 19 décembre 2008. Pour The Guardian, cependant, c'est Israël qui l'a brisée en assassinant six membres de ce mouvement, le 4 novembre 2008. Quel jugement portez-vous sur le comportement des médias, lors de ces événements ?*

DvA. Il est rarement positif. Les gens sont désinformés par le déferlement des gros titres, probablement plus par ignorance que par mauvaise foi, mais les conséquences sont là. Comme vous l'avez dit à juste titre, la nuit même de l'élection d'Obama, alors que l'attention du monde était tournée vers les Etats-Unis, l'armée israélienne est rentrée dans la Bande de Gaza et tué six Palestiniens, pour des raisons encore obscures. Ce fut une infâme violation de la trêve.

Mais Israël a aussi porté atteinte à cette trêve d'une autre façon. Des communications en provenance du Caire informaient les Palestiniens qu'ils pouvaient s'attendre à une réduction, voire à une levée du blocus. Ils ont manifestement cru à ces « informations » car, à ce moment, il n'y avait que peu de roquettes tirées sur Israël. Il y avait bien eu un tir occasionnel par le Jihad islamique, mais en règle générale, la trêve était respectée, aucune victime n'étant à déplorer du côté israélien, en tous cas. Cependant, malgré ces nouvelles venues d'Egypte, Israël n'a absolument pas desserré son étai. Ce qui ne put que porter à ébullition l'indignation gazaouie au point d'empêcher le premier ministre, un modéré, Ismail Haniye, de maintenir la trêve. Est arrivé ce qui devait arriver : les tirs de roquettes vers Israël ont repris. Et, comme d'habitude, ce sont les Palestiniens qui en ont subi les conséquences politiques.

PI. *On a parfois interprété l'agression israélienne, qui, d'un point de vue militaire n'a pas été aussi réussie que l'espérait le pays, comme une revanche de la guerre du Liban de 2006 [vécue comme une semi-défaite par Israël]. Les élections de février seraient aussi un facteur.*

DvA. Oui, et ils ont réussi. L'armée a retrouvé son prestige. Les élections israéliennes de février ont presque certainement influencé le choix de la date de l'invasion de Gaza, le 27 décembre 2008. Les politiciens israéliens voulaient faire la démonstration de leur courage.

C'était également les derniers jours de l'Administration Bush, et B. Obama n'avait pas encore pris ses fonctions.

PI. *La guerre a pris fin juste avant l'inauguration de la présidence Obama, le 20 janvier 2009. Difficile d'y voir un hasard...*

DvA. Tout à fait d'accord. Tout a été parfaitement planifié.

Pour plus d'information : www.driesvanagt.nl

La seconde partie sera publiée dans notre numéro de septembre 2009.

(1) Dans la Déclaration Balfour, la Grande-Bretagne se déclara favorable à la création d'un « foyer national » pour le peuple juif en Palestine qui, jusqu'à la Première Guerre mondiale, faisait partie de l'empire Ottoman. Lorsque celui-ci s'écroula après la Première Guerre mondiale, les pays européens se le partagèrent. La Palestine fut placée sous mandat britannique. Après l'énorme exode des Juifs d'Europe en Palestine, l'Onu procéda à un partage injuste du territoire entre Israël et les Palestiniens.

(2) Article 2 de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël qui stipule que les relations entre l'Union européenne et Israël doivent être basées sur le respect des droits de l'homme.

Palestine **Auteur** : Erik Hutter, correspondant Share international (Pays-Bas).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Entretien